

NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE

« N.C.I. »

Société Anonyme au capital de 350 000 Euros

Siège social : Zone Industrielle Le Lac - 07000 PRIVAS

RCS AUBENAS B 353 515 034 (90 B 31)

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 27 JUIN 2003

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
D'AUBENAS

Dépôt n° A801 du

01 AOUT 2003

L'an deux mille trois, et le vingt sept juin à quinze heures, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'administration suivant lettres en date du 3 Juin 2003.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur **Richard LATERRADE**, Commissaire aux Comptes régulièrement convoqué, est absent.

Monsieur **Pierre NUOVO** préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Monsieur **Pierre REVENANT** et Madame **Isabelle NUOVO**, les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur **Bernard CHAINE** est désigné comme secrétaire de séance.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que tous les actionnaires sont présents ou représentés.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- les copies des lettres de convocation ;
- le rapport du Conseil d'administration ;
- le rapport du Commissaire aux comptes ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée ;
- le projet des statuts de la Société sous la forme de Société par actions simplifiée.

Puis le Président déclare que le rapport du Conseil d'administration, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Transformation de la Société en Société par actions simplifiée.
- Adoption des nouveaux statuts.
- Nomination de l'organe de direction de la Société.
- Confirmation des Commissaires aux comptes dans leurs fonctions.
- Pouvoirs en vue des formalités.

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

| EXERCICE | DIVIDENDE GLOBAL DISTRIBUE | DIVIDENDE | PAR ACTION | |
|-----------|-------------------------------|-----------|--------------|-------------------|
| | | | AVOIR FISCAL | REVENU A DECLARER |
| 2000/2001 | 30 600,00 € | 60,00 € | 30,00 € | 90,00 € |
| 1999/2000 | - | - | - | - |
| 1998/1999 | 15 549,80 € | 30,49 € | 15,24 € | 45,73 € |

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence de conventions de la nature de celles visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à quinze heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le président
NUOVO Pierre

Le secrétaire
CHAINE Bernard



NUOVO Isabelle

Les scrutateurs



REVENANT Pierre




Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et des rapports du Commissaire à la transformation établis conformément aux dispositions des articles L. 224-3 et L. 225-244 du Code de commerce, et après avoir constaté que les conditions légales étaient réunies, décide, en application des dispositions des articles L. 224-3, L. 225-244 et L. 227-3 dudit code, de transformer la Société en Société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Les fonctions de membres du Conseil d'Administration assumées par Messieurs Pierre NUOVO, Pierre REVENANT et Hubert MARZE, prennent fin à cette date et la société sera désormais dirigée par un Président.

Cette transformation effectuée dans les conditions prévues par la loi n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

La durée de la Société, son objet et son siège social restent inchangés.

Le capital social reste fixé à la somme de 350 000 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire à la transformation prévu aux articles L. 224-3 et L. 225-244 du Code de commerce, approuve expressément la valeur des biens composant l'actif social, constate l'absence d'avantage particulier au profit d'actionnaires ou de tiers et constate que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par actions simplifiée adoptée sous la résolution précédente, l'assemblée générale adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la Société sous sa nouvelle forme et dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions requises sous la forme sociétaire nouvelle, nomme en qualité de Président de la Société sans limitation de durée :

Monsieur Pierre NUOVO,
né le 19 Décembre 1962 à Privas,
de nationalité Française,

demeurant Quartier Auzon - 07210 CHOMERAC

qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confirme que les fonctions de :
Monsieur Richard LATERRADE : Commissaire aux comptes titulaire
Et Monsieur Gérard BLONDIN : Commissaire aux comptes suppléant,
se poursuivent jusqu'au terme de leurs mandats, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 30/06/2006.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide que la durée de l'exercice en cours, qui sera clos le 30/06/2003, n'a pas à être modifiée du fait de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée.
Les comptes dudit exercice seront établis, présentés et contrôlés dans les conditions prévues aux nouveaux statuts et fixées par les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.
Les associés statueront sur ces comptes conformément aux règles édictées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés par actions simplifiées.
Les bénéfices de l'exercice en cours seront affectés et répartis entre les associés suivant les dispositions statutaires de la Société sous sa forme de Société par actions simplifiée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate la réalisation définitive de la transformation de la Société en Société par actions simplifiée.
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.
De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le président
Pierre NUOVO

Le secrétaire
Bernard CHAINE

Pierre REVENANT

Les scrutateurs

Isabelle NUOVO

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE PRIVAS
Le 24/07/2003 Bordereau n°2003/395 Case n°2
Enregistrement : 75 €
Timbre : 60 €
Total liquidé : cent trente-cinq euros
Montant reçu : cent trente-cinq euros

L'Agent

Michel FERBOIRE
RECEVEUR DIVISIONNAIRE
DES IMPÔTS

NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE « N.C.I. »

Société par Actions Simplifiée au capital de 350 000 €uros
Siège social : Zone Industrielle Le Lac – 07000 PRIVAS
RCS AUBENAS B 353 515 034 (90 B 31)

STATUTS

TITRE I : FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une **Société a responsabilité limitée** aux termes d'un acte sous seing privé en date du **23 Janvier 1990** à Privas, enregistré à Privas. Elle a été transformée en **Société Anonyme** suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du **19 Octobre 1991**, statuant à l'unanimité. Elle a été transformée en **Société par actions simplifiée** suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du **27 Juin 2003**, statuant à l'unanimité. La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement. Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination de la Société reste : **NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE**
Sigle : « **N.C.I.** »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « **S.A.S.** » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé : **Z.I. Le Lac – 07000 PRIVAS**
Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 4 - Objet

La Société continue d'avoir pour objet en France et à l'étranger :

- La conception, l'étude, la mise en œuvre, la fabrication, la commercialisation de tous processus industriels ou machines spéciales ainsi que leurs maintenances et la formation à leur fonctionnement,
- Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la Société reste fixée à **quatre vingt dix neuf ans** à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en **2089** sauf les cas de dissolution ou prorogation anticipée. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

P.N.
INM
PR
G.N.
H.M.
B.

TITRE II : APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS
ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

Depuis la constitution de la Société, il a été effectué les apports suivants :

| | |
|---|-------------------------|
| * Lors de la constitution de la société il a été fait apport d'une somme de 50 000 francs en numéraire montant du capital d'origine qui avait été déposé au Crédit Agricole – Agence de Privas | 7 622,45 Euros |
| * Lors de la Transformation en Société Anonyme décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 19/10/1991 | |
| - une somme par incorporation de réserves facultatives de 400 000 francs | 60 979,61 Euros |
| - une somme par apport en numéraire de 9 000 francs | 1 372,04 Euros |
| * Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 09-12-1994 par incorporation de réserves d'une somme de 765 000 francs | 116 623,50 Euros |
| * Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 25/04/2000, l'incorporation d'une somme sur les postes : | |
| - « réserve indisponible pour augmentation de capital » de 260 061 francs ... | 39 646,04 Euros |
| - « autres réserves » de 811 788,50 francs | 123 756,36 Euros |
| Soit ensemble la somme de trois cent cinquante mille euros , ci | <u>350 000,00 Euros</u> |

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social reste fixé à la somme de 350 000,00 Euros, divisé en 510 actions

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente. Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

P.N
X

INM

PR

PC

HM

GN

PR

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III : TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président, de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les huit jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue. Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis. En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

P.N

INM
PI

FC

HM

GN

JK

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de l'article 12 des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV : ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 14 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Révocation

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 15 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général. Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique. Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président. Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

~~P.N.~~
INM
PR
FC
HT
GN

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail. La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 16 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président. Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président. Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion. Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société. Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication. Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 17 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants. Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 18 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

P.N.
A

INM
M
FC
HM
GN
S.

ARTICLE 19 - Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

ARTICLE 20 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président. Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique. Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 21 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de trente pour cent (30 %) du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L. 432-6-1 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite sur tous supports, quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée. Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 22 ci-après.

ARTICLE 22 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 23 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation. Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés. Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau

P.N
X

INH

PR

FC

HM

GN

des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI : EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

ARTICLE 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes. Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII : DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 27- Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés. La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs. Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés. Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation. Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions. Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

P.N
*

INH
~~PL~~

FC
~~ATV~~

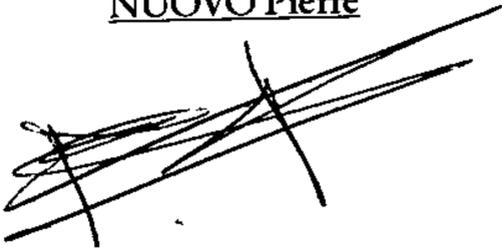
GN

TITRE VIII : CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage. A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties. Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre. A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

NUOVO Pierre



NUOVO Isabelle



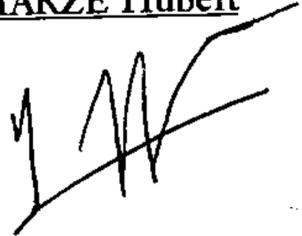
REVENANT Pierre



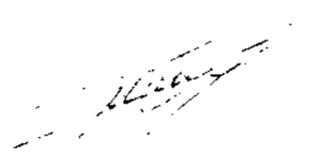
CAMUS Francis



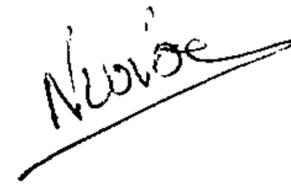
MARZE Hubert



CHAIINE Bernard



NUOVO Gaétan



NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE

« N.C.I. »

Société Anonyme au capital de 350 000 €uros
Siège social : Zone Industrielle Le Lac – 07000 PRIVAS
RCS AUBENAS B 353 515 034 (90 B 31)

DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

(article L. 224-3 du Code de commerce)

Les soussignés :

| | |
|---|-------------|
| Monsieur NUOVO Pierre (administrateur) | 379 ACTIONS |
| Madame MEGARD NUOVO Isabelle | 100 ACTIONS |
| Monsieur REVENANT Pierre (administrateur) | 2 ACTIONS |
| Monsieur CAMUS Francis | 26 ACTIONS |
| Monsieur MARZE Hubert (administrateur) | 1 ACTION |
| Monsieur CHAINE Bernard | 1 ACTION |
| Monsieur NUOVO Gaétan | 1 ACTION |
| | ----- |
| Total des actions composant l'intégralité du capital social : | 510 ACTIONS |

Seuls actionnaires de la Société « NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE »,
Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 350 000 euros, dont le siège social est
Z.I. Le Lac - 07000 PRIVAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés
d'Aubenas sous le numéro RCS B 353 515 034, lesquels envisagent la transformation de ladite
société en Société par actions simplifiée,

ont décidé, à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de
commerce, de désigner :

Monsieur Richard LATERRADE
Place Hélène Grail
26760 BEAUMONT LES VALENCE

Commissaire aux comptes inscrit, en qualité de Commissaire à la transformation avec pour
mission d'apprécier sous sa responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les
avantages particuliers pouvant exister au profit d'actionnaires ou de tiers et de l'établissement du
rapport prévu par l'article L. 225-244 du Code de commerce.

Fait à PRIVAS
Le 26 Mai 2003.



Richard LATERRADE

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE À LYON

COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
DE GRENOBLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
A LA TRANSFORMATION**

Place Hélène Grail – Le Clos de Moraye – B.P. 33

26760 BEAUMONT-LES-VALENCE

☎ 04 75 59 50 19 ☎ 04 75 59 59 16

SIRET : 316 769 751 00025 – APE : 741 C

NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE

<< N.C.I. >>

S.A. au capital de 350 000 euros

Z.I. Le Lac

Avenue Marc Seguin

07000 PRIVAS

SIRET 353 515 034 00018 (90 B 31)

APE 333 Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

DE LA SOCIETE EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE



**Madame,
Messieurs,**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Conseil d'administration et en application de l'article L225-244 du Code de commerce, je vous présente mon **rapport sur la transformation** de votre société en société par actions simplifiée.

Mes contrôles, afin d'analyser la situation de la société et d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social, ont porté sur les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2002 qui sont joints au présent rapport. J'ai effectué mes diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la profession.

1) VALEURS DES BIENS COMPOSANT L'ACTIF SOCIAL

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

2) VALEURS DES CAPITAUX PROPRES PAR RAPPORT AU CAPITAL SOCIAL

A la date du 30 juin 2002, le montant des capitaux propres de votre société est égal à 766 163,74 € (sept cent soixante six mille cent soixante trois euros et soixante quatorze centimes) déterminé ainsi qu'il suit :



NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE

« N.C.I. »

S.A. au capital de 350 000 euros

Z.I. Le Lac

Avenue Marc Seguin

07000 PRIVAS

SIRET 353 515 034 00018 (90 B 31)

APE 333 Z

☞ le capital de votre société divisé en 510 actions..... 350 000,00 €

augmenté :

☞ de la réserve légale..... 35 000,00 €

☞ d'autres réserves facultatives..... 217 771,31 €

☞ du bénéfice net comptable de l'exercice clos le
31/06/2002..... 163 392,43 €

766 163,74 €

=====

3) AVANTAGES PARTICULIERS POUVANT EXISTER AU PROFIT DES ASSOCIES

Il ne m'a pas été signalé d'avantages particuliers et je n'en ai pas découverts au cours de mes travaux.

4) CONCLUSION

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société telle qu'elle est analysée ci-dessus n'appelle pas d'observation de ma part, en particulier au regard de la continuité de l'exploitation.

Fait à **Beaumont-Lès-Valence**,

Le **10 juin 2003**

Richard LATERRADE

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grenoble

Place Hélène-Grail - Le Clos de Moraye

26760 BEAUMONT-LES-VALENCE

Tél. 04.75.59.50.19 Fax 04.75.59.59.1

SIRET 316 769 751 000 17 - NAF 741 C

**Le Commissaire aux Comptes et à
la transformation**

**RAPPORT DU COMISSAIRE À LA TRANSFORMATION
Richard LATERRADE**

NUOVO CONCEPTION INDUSTRIELLE

« N.C.I. »

S.A. au capital de 350 000 euros

Z.I. Le Lac

Avenue Marc Seguin

07000 PRIVAS

SIRET 353 515 034 00018 (90 B 31)

APE 333 Z

**DOCUMENTS JOINTS AU RAPPORT DU
10 JUIN 2003 DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**



Tableaux 2050 à 2055 (6 pages)

Annexe des comptes annuels (6 pages)

relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2002



Désignation de l'entreprise : S.A. N.C.I.

Adresse de l'entreprise Zone Industrielle Le Lac

07000 PRIVAS

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Numéro SIRET* 35351503400026

Code APE

333Z

Durée de l'exercice précédent* 12

Déclaration souscrite en

€ A8 X F* A7

cocher obligatoirement une case

Exercice N, clos le, 30/06/2002

N-1 30/06/01

| | | Exercice N, clos le, 30/06/2002 | | N-1 30/06/01 | | | |
|---|---|---------------------------------|---------------------------------|--------------|----------|-----------|-----------|
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | Net 4 | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | AC | | | | |
| | Frais de recherche et développement * | AD | AE | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | 46 467 | 45 362 | 1 105 | |
| | Fonds commercial (1) | AH | AI | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | | |
| | Terrains | AN | AO | 33 539 | 33 539 | 33 539 | |
| | Constructions | AP | AQ | 243 161 | 22 377 | 220 784 | 205 480 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | 30 444 | 21 098 | 9 346 | 93 |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | 123 362 | 104 230 | 19 131 | 15 507 |
| Immobilisations en cours | AV | AW | | | | | |
| Avances et acomptes | AX | AY | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | | | |
| | Autres participations | CU | CV | 423 808 | | 423 808 | 423 808 |
| | Créances rattachées à des participations | BB | BC | | | | |
| | Autres titres immobilisés | BD | BE | | | | |
| | Prêts | BI | BG | | | | |
| Autres immobilisations financières* | BH | BI | | | | | |
| TOTAL (II) | | BJ | BK | 900 780 | 193 067 | 707 713 | 678 428 |
| STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | 3 265 | | 3 265 | 3 538 |
| | En cours de production de biens | BN | BO | 19 971 | | 19 971 | 21 971 |
| | En cours de production de services | BP | BQ | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | | | | |
| | Marchandises | BT | BU | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | | | | |
| CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | BY | 251 851 | | 251 851 | 261 253 |
| | Autres créances (3) | BZ | CA | 3 952 | | 3 952 | 3 749 |
| | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | | | |
| DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | CD | CE | 247 240 | | 247 240 | 220 725 |
| | Disponibilités | CF | CG | 48 072 | | 48 072 | 161 688 |
| Comptes de régularisation | Charges constatées d'avance (3)* | CH | CI | 6 035 | | 6 035 | 5 352 |
| | TOTAL (III) | CJ | CK | 580 386 | | 580 386 | 678 276 |
| | Charges à répartir sur plusieurs exercices * (IV) | CL | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | | |
| Ecarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | CO | IA | 1 481 166 | 193 067 | 1 288 099 | 1 356 704 |

Renvois : (1) Dont droit au bail

(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :

(3) Part à plus d'un an :

Clause de réserve de propriété : *

Immobilisations :

Stocks :

Créances :

Désignation de l'entreprise : **S.A. N.C.I.**

| | | Exercice N | Exercice N-1 | | |
|--|--|---|--------------|---------|--|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :350...000) | DA | 350 000 | 350 000 | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | | |
| | Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC | | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 35 000 | 35 000 | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | 217 771 | 158 316 | |
| | Report à nouveau | DH | | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 163 392 | 90 056 | |
| | Subventions d'investissement | DJ | | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | | |
| | TOTAL (I) | DL | 766 164 | 633 371 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | | |
| | Avances conditionnées | DN | | | |
| | TOTAL (II) | DO | | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | | |
| | TOTAL (III) | DR | | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 189 595 | 210 158 | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | 721 | 721 | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 186 228 | 290 746 | |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 141 915 | 221 707 | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | | |
| Compte régul. | Autres dettes | EA | | | |
| | Produits constatés d'avance (4) | EB | 3 477 | | |
| TOTAL (IV) | EC | 521 936 | 723 333 | | |
| | Ecarts de conversion passif* (V) | ED | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 1 288 099 | 1 356 704 | | |
| RENVIS | (1) Ecart de réévaluation incorporé au capital | IB | | | |
| | (2) Dont { | Réserve spéciale de réévaluation (1959) | IC | | |
| | | Ecart de réévaluation libre | ID | | |
| | | Réserve de réévaluation (1976) | IE | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 354 643 | 513 785 | | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : S.A. N.C.I.

| | | Exercice N | | | Exercice (N-1) | | | |
|---|---|--|--|---------|----------------|-----------|-----------|-----------|
| | | France | Exportations et livraisons intracommunautaires | Total | | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | | FB | FC | | | |
| | Production vendue | biens* services* | FD | 165 925 | FE | FF | 165 925 | 287 485 |
| | | | FG | 975 172 | FH | FI | 975 172 | 1 000 086 |
| | Chiffres d'affaires nets* | FJ | 1 141 097 | FK | FL | 1 141 097 | 1 287 571 | |
| | Production stockée* | | | | FM | (2 000) | 6 650 | |
| | Production immobilisée* | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | FO | 3 456 | 1 524 | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9) | | | | FP | 1 704 | 2 034 | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | FQ | 4 | 9 | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | FR | 1 144 262 | 1 297 788 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | FS | | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | FT | | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | FU | 117 554 | 285 234 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | FV | 273 | 26 875 | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) * | | | | FW | 308 980 | 434 488 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | FX | 16 735 | 10 521 | |
| | Salaires et traitements* | | | | FY | 297 087 | 255 257 | |
| | Charges sociales (10) | | | | FZ | 119 589 | 106 187 | |
| | DOTATION D'EXPLOITATION | Sur immobilisations | - dotations aux amortissements* | | GA | 25 267 | 25 447 | |
| | | | - dotations aux provisions* | | GB | | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | GC | | | |
| | | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | GD | | | |
| | Autres charges (12) | | | | GE | | 3 | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | GF | 885 486 | 1 144 012 | | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | GG | 258 775 | 153 776 | | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | (III) | GH | | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | (IV) | GI | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | GJ | | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | GK | | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | GL | 4 | 0 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | GM | | | | |
| | Différences positives de change | | | GN | | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GO | 400 | 6 321 | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | GP | 404 | 6 321 | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | GQ | | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | GR | 11 416 | 9 462 | | |
| | Différences négatives de change | | | GS | | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | GT | | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | GU | 11 416 | 9 462 | | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | GV | (11 012) | (3 140) | | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | GW | 247 764 | 150 636 | | |

Désignation de l'entreprise : S.A. N.C.I.

| | | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|---|-------------------------|------------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | 16 904 |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | 16 904 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | 7 000 9 204 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | 7 714 |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 14 714 9 204 |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | 2 191 (9 204) |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | 86 562 51 376 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 1 161 570 1 304 110 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 998 178 1 214 054 |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges) | | HN | 163 392 90 056 |
| REVENUS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | |
| | (2) Dont { produits de locations immobilières | HY | |
| | | IG | |
| | (3) Dont { - Crédit bail mobilier * | HP | 12 991 5 959 |
| | | HQ | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | II | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | |
| | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | |
| | (9) Dont transfert de charges | A1 | 1 704 2 034 |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9 | | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) : | | Exercice N | |
| CHARGES DIVERSES | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| ENGAGEMENTS RETRAITE ET LICENCIEMENTS | | 15 | |
| VNC ELEMENTS D'ACTIF CEDES | | 7 000 | |
| PROFITS SUR CLIENTS ET FOURNISSEURS ANTERIEURS | | 7 699 | 894 |
| PDTS DE CESSION D'ELEMENTS D'ACTIF | | | 16 010 |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | |
| | | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Désignation de l'entreprise : S.A. N.C.I.

| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Augmentations | |
|--|---|--|---------|---|------|--|--------|
| | | | | 1 | | 2 | |
| | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste | |
| | | | | | | 3 | |
| INCORP. | Frais d'établissement, de recherche et de développement | TOTAL I | KA | | KB | KC | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | KD | 41 893 | KE | KF | 4 573 |
| CORPORELLES | Terrains | | (KG) | 33 539 | (KH) | KI | |
| | Constructions | Sur sol propre | (KJ) | 215 129 | (KK) | KL | 19 818 |
| | | Sur sol d'autrui | (KM) | | (KN) | KO | |
| | | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | (KP) | | (KQ) | KR | 8 214 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | (KS) | 20 926 | (KT) | KU | 9 518 |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements aménagements divers * | (KV) | 10 960 | (KW) | KX | |
| | | Matériel de transport * | (KY) | 17 174 | (KZ) | LA | 10 016 |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | (LB) | 83 276 | (LC) | LD | 10 112 |
| | | Emballages récupérables et divers * | (LE) | | (LF) | (LG) | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | (LH) | | (LI) | LJ | |
| Avances et acomptes | | LK | | LL | LM | | |
| | TOTAL III | LN | 381 003 | LO | LP | 57 678 | |
| FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | 8G | | 8M | 8T | |
| | Autres participations | | 8U | 423 808 | 8V | 8W | |
| | Autres titres immobilisés | | IP | | IR | IS | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | IT | | IU | IV | |
| | | TOTAL IV | LQ | 423 808 | LR | LS | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | OG | 846 704 | OH | OJ | 62 251 |

| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation totale ou évaluation par mise en équivalence | |
|--|---|---|------|--------------------------------|------|---|---------|---|---------|
| | | | | 1 | | 3 | | 4 | |
| | | | | par virements de poste à poste | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice | |
| | | | | | | | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement, de recherche et de développement | TOTAL I | LT | | LU | | IW | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | LV | | LW | 46 467 | IX | 46 467 | |
| CORPORELLES | Terrains | | LX | | (LY) | 33 539 | (LZ) | 33 539 | |
| | Constructions | Sur sol propre | MA | | (MB) | 234 947 | (MC) | 234 947 | |
| | | Sur sol d'autrui | MD | | (ME) | | (MF) | | |
| | | Inst. gales, agencés et am. des constructions | MG | | (MH) | 8 214 | (MI) | 8 214 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | MJ | | (MK) | 30 444 | (ML) | 30 444 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agencements aménagements divers | (MM) | | (MN) | 10 960 | (MO) | 10 960 | |
| | | Matériel de transport | MP | 8 176 | (MQ) | 19 014 | (MR) | 19 014 | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | (MS) | | (MT) | 93 388 | (MU) | 93 388 | |
| | | Emballages récupérables et divers * | (MV) | | (MW) | | (MX) | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | MY | | MZ | | (NA) | (NB) | | |
| Avances et acomptes | NC | | ND | | NE | (NF) | | | |
| | TOTAL III | | NG | 8 176 | NH | 430 505 | (NI) | 430 505 | |
| FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | OU | | OV | | OW | | |
| | Autres participations | | OX | | OY | 423 808 | OZ | 423 808 | |
| | Autres titres immobilisés | | 2B | | 2C | | 2D | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | 2E | | 2F | | 2G | | |
| | | TOTAL IV | | NJ | | NK | 423 808 | 2H | 423 808 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | OK | 8 176 | OL | 900 780 | OM | 900 780 | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : S.A. N.C.I.

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE*

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
|--|--|---|---------|---|--------|---|-----|---|---------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I | | PA | | PB | | PC | | PD | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | PE | 41 893 | PF | 3 468 | PG | | PH | 45 362 |
| Terrains | | (PI) | | (PJ) | | (PK) | | (PL) | |
| Constructions | Sur sol propre | (PM) | 9 648 | (PN) | 12 083 | (PO) | | (PQ) | 21 732 |
| | Sur sol d'autrui | (PR) | | (PS) | | (PT) | | (PU) | |
| | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | (PV) | | (PW) | 646 | (PX) | | (PY) | 646 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | (PZ) | 20 833 | (QA) | 265 | (QB) | | (QC) | 21 098 |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. générales, agencements, aménagements divers | (QD) | 5 308 | (QE) | 1 772 | (QF) | | (QG) | 7 080 |
| | Matériel de transport | (QH) | 17 174 | (QI) | 479 | (QJ) | 477 | (QK) | 17 176 |
| | Matériel de bureau et informatique, mobilier | (QL) | 73 421 | (QM) | 6 554 | (QN) | | (QO) | 79 975 |
| | Emballages récupérables et divers | (QP) | | (QR) | | (QS) | | (QT) | |
| TOTAL III | | QU | 126 384 | QV | 21 799 | QW | 477 | QX | 147 706 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III) | | ON | 168 277 | OP | 25 267 | OQ | 477 | OR | 193 067 |

CADRE B

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE*

CADRE C

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES*

| Immobilisations amortissables | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Dotations | Reprises | | |
|---|-----------------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------|----------|----|----|
| Frais établissement et recherche TOTAL I | QY | 2J | 2K | 2L | 2M | | |
| Immob. incorporelles TOTAL II | QZ | 2N | 2P | 2R | 2S | | |
| Terrains | (RA) | (RB) | (RC) | 2T | 2U | | |
| Constructions | Sur sol propre | (RD) | 12 083 | (RE) | (RF) | 2V | 2W |
| | Sur sol d'autrui | (RG) | | (RH) | (RI) | 2X | 2Y |
| | Inst.gales,agenc et am.des const. | (RJ) | 646 | (RK) | (RL) | 2Z | 3A |
| Inst. techniques mat. et outillage | (RM) | 265 | (RN) | (RO) | 3B | 3C | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst.gales,agenc am. divers | (RP) | 1 772 | (RQ) | (RR) | 3D | 3E |
| | Matériel de transport | (RS) | 479 | (RT) | (RU) | 3F | 3G |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | (RV) | 6 554 | (RW) | (RX) | 3H | 3J |
| | Emballages récup.et divers | (RY) | | (RZ) | (SA) | 3K | 3L |
| TOTAL III | SB | 21 799 | SC | SD | SE | SF | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | SG | 25 267 | SH | SJ | SK | SL | |

CADRE D

| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|------------------------------------|---------------|--|------------------------------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | SM | SN |
| Primes de remboursement des obligations | | | SP | SR |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2002, dont le total est de 1 288 099.24 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 141 097.02 Euros et dégageant un bénéfice de 163 392.43 Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/07/2001 au 30/06/2002 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code du commerce - article 9 et 11)

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 articles 7, 21 ,24 début, 24-1°, 24-2°, 24-3°)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement du CRC 99.03 du 29/04/99 relatif à la réécriture du plan comptable général.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

ANNEXE

Etat des immobilisations

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|---------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 41 893 | | 4 573 |
| Terrains | 33 539 | | |
| Constructions sur sol propre | 215 129 | | 19 818 |
| Installations générales agencements aménagements des constructions | | | 8 214 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriels | 20 926 | | 9 518 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 10 960 | | |
| Matériel de transports | 17 174 | | 10 016 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 83 276 | | 10 112 |
| TOTAL | 381 003 | | 57 678 |
| Autres participations | 423 808 | | |
| TOTAL | 423 808 | | |
| TOTAL GENERAL | 846 704 | | 62 251 |

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|---|---------------|--------------|--------------------------------------|--|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | 46 467 | 46 467 |
| Terrains | | | 33 539 | 33 539 |
| Constructions sur sol propre | | | 234 947 | 234 947 |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | | 8 214 | 8 214 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriels | | | 30 444 | 30 444 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 10 960 | 10 960 |
| Matériel de transports | | 8 176 | 19 014 | 19 014 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | | 93 388 | 93 388 |
| TOTAL | | 8 176 | 430 505 | 430 505 |
| Autres participations | | | 423 808 | 423 808 |
| TOTAL | | | 423 808 | 423 808 |
| TOTAL GENERAL | | 8 176 | 900 780 | 900 780 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice |
|---|-----------------------------|----------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Autres immobilisations incorporelles | 41 893 | 3 468 | | 45 362 |
| Constructions sur sol propre | 9 648 | 12 083 | | 21 732 |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | 646 | | 646 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriels | 20 833 | 265 | | 21 098 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 5 308 | 1 772 | | 7 080 |
| Matériel de transports | 17 174 | 479 | 477 | 17 176 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 73 421 | 6 554 | | 79 975 |
| TOTAL | 126 384 | 21 799 | 477 | 147 706 |
| TOTAL GENERAL | 168 277 | 25 267 | 477 | 193 067 |

ANNEXE

| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
|---|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------|
| | | | | Dotations | Reprises |
| Autres immob.incorporelles TOTAL | 3 468 | | | | |
| Constructions sur sol propre | 12 083 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.constr. | 646 | | | | |
| Instal.techniques matériel outillage indus. | 265 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.divers | 1 772 | | | | |
| Matériel de transports | 479 | | | | |
| Matériel de bureau informatique mobilier | 6 554 | | | | |
| TOTAL | 21 799 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 25 267 | | | | |

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|-----------------------------|--------------|----------------|---------------|
| Autres créances clients | 251 851 | 251 851 | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 3 952 | 3 952 | |
| Charges constatées d'avance | 6 035 | 6 035 | |
| TOTAL | 261 838 | 261 838 | |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------------|
| Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine | 577 | 577 | | |
| Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine | 189 018 | 21 726 | 100 329 | 66 964 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 186 228 | 186 228 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 17 743 | 17 743 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 37 710 | 37 710 | | |
| Impôts sur les bénéfics | 39 821 | 39 821 | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 41 148 | 41 148 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 5 493 | 5 493 | | |
| Groupe et associés | 721 | 721 | | |
| Produits constatés d'avance | 3 477 | 3 477 | | |
| TOTAL | 521 936 | 354 643 | 100 329 | 66 964 |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 20 529 | | | |

Composition du capital social

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 12°)

| Différentes catégories de titres | Valeurs nominales en euros | Nombre de titres | | | |
|----------------------------------|----------------------------------|------------------|-------|------------|--------|
| | | Au début | Créés | Remboursés | En fin |
| ACTIONS ORDINAIRES | 686.27 | 510 | | | 510 |

ANNEXE

Fonds commercial

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 1°)

Non applicable

Titres immobilisés

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 4°)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 1°)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.
Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits en cours

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24 - 1°)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Charges à payer

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|---------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 577 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5 694 |
| Dettes fiscales et sociales | 31 612 |
| Total | 37 882 |

ANNEXE

Charges et produits constatés d'avance

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)

| Charges constatées d'avance | | Montant |
|-----------------------------|--|---------|
| Charges d'exploitation | | 6 035 |
| Total | | 6 035 |
| Produits constatés d'avance | | Montant |
| Produits d'exploitation | | 3 477 |
| Total | | 3 477 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Crédit bail

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 53)

| Nature | Terrains | Constructions | Instal. Matériel et Outillage | Autres | Total |
|---|----------|---------------|----------------------------------|-----------------|-----------------|
| Valeur d'origine | | | | 26 714 | 26 714 |
| Redevances payées - exercice | | | | 9 018 | 9 018 |
| Total | | | | 9 018 | 9 018 |
| Redevances restant à payer - à un an au plus - entre 1 et 5 ans | | | | 6 911 12 095 | 6 911 12 095 |
| Total | | | | 19 006 | 19 006 |
| Valeur résiduelle - entre 1 et 5 ans | | | | 1 336 | 1 336 |
| Total | | | | 1 336 | 1 336 |
| Montant en charge sur l'exercice | | | | 9 018 | 9 018 |

Engagement en matière de pensions et retraites

Indemnité de départ à la retraite

| Tranches d'ages | Engagement à | Montant |
|------------------|--|---------|
| Tout âge | Versements couvrant les indemnités départs en retraite | 8 074 |
| | Versements couvrant les indemnités de licenciements | 8 074 |
| Engagement total | | 16 148 |

Hypothèses de calculs retenues

La Société a souscrit auprès de la Compagnie d'assurance LA MONDIALE un contrat visant à couvrir les engagements en matière d'indemnités de départs en retraite ainsi que les engagements en matière d'indemnités de licenciements.

ANNEXE

Liste des filiales et participations

(Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 24-11°)

| Filiales et participations | Capitaux propres | Quote part du capital détenue en pourcentage | Résultat du dernier exercice clos |
|---|------------------|--|-----------------------------------|
| A. Renseignements détaillés sur les filiales et participations - Filiales (+50% du capital détenu) - SA SIMEM-SIRET 387.020.423.00027 | 501 306 | 99.94 | 130 435 |
| B. Renseignements globaux sur les autres filiales et participations | | | |